

---

# Fiches thématiques

---

Économie générale

## Avertissement

Sauf mention contraire, les données « France » concernent la France métropolitaine et les départements d'outre-mer hors Mayotte.

Sur les sites Internet de l'Insee ([www.insee.fr](http://www.insee.fr)) et d'Eurostat (<http://epp.eurostat.ec.europa.eu>) pour les données internationales, les chiffres essentiels sont actualisés régulièrement.

Les comparaisons internationales contenues dans cet ouvrage s'appuient sur des données harmonisées publiées par Eurostat, qui peuvent différer des données nationales diffusées par les instituts nationaux de statistique.

Au premier trimestre 2013, le questionnaire de l'enquête Emploi a été rénové. Certaines reformulations du nouveau questionnaire ont modifié la teneur des réponses d'une petite proportion de la population enquêtée. Ceci a eu un impact sur la mesure en niveau des principaux indicateurs sur le marché du travail. L'Insee a publié les principales séries réropolées dans l'*Informations Rapides* de mars 2014 relative aux résultats de l'enquête Emploi au quatrième trimestre 2013. Dans cet ouvrage, les séries portant sur l'activité, l'emploi et le chômage au sens du Bureau international du travail ont été réropolées, ce qui permet des comparaisons avec les années antérieures.

## Signes conventionnels utilisés

...	Résultat non disponible
///	Absence de résultat due à la nature des choses
<i>e</i>	Estimation
<i>p</i>	Résultat provisoire
<i>r</i>	Résultat révisé par rapport à l'édition précédente
n.s.	Résultat non significatif
€	Euro
M	Million
Md	Milliard
Réf.	Référence

Le logo @ indique que les données du tableau ou graphique sont mises à jour sur le site [www.insee.fr](http://www.insee.fr)

# 1.1 Environnement macroéconomique

**E**n 2013, le produit intérieur brut (PIB) **en volume aux prix de l'année précédente** progresse de 0,3 % comme en 2012. La production industrielle recule de nouveau mais moins fortement (-0,5 % après -1,5 % en 2012). Hormis l'agroalimentaire, toutes les grandes branches manufacturières sont mieux orientées en 2013. En revanche, la production des branches de services, principalement marchands, ralentit légèrement (+0,7 % après +0,9 %), en particulier dans l'information-communication (+1,4 % après +3,8 %). Dans la construction, la production se contracte de nouveau (-1,4 % après -1,7 %).

Après avoir baissé en 2012 pour la première fois depuis l'après-guerre, les dépenses de consommation des ménages se redressent légèrement en 2013 (+0,2 % en euros constants après -0,5 % en 2012). Pour les biens manufacturés, la baisse d'ensemble est moins vive qu'en 2012, notamment sous l'effet d'un repli moindre des achats d'automobiles. Les dépenses en biens d'équipement (produits informatiques et électroniques, appareils électroménagers), généralement les plus dynamiques, ralentissent de nouveau en 2013 (+4,6 % après +4,9 %). Les autres achats de biens manufacturés reculent. Le rythme de progression des dépenses de services est quasi stable. Les dépenses de consommation des administrations publiques progressent un peu plus vite, en particulier les dépenses de santé dont les prix sont toutefois en baisse.

Après trois années de croissance, la formation brute de capital fixe de l'ensemble des

agents économiques fléchit en 2013 (-1,0 % après +0,3 % en 2012). Cette baisse est principalement imputable aux ménages (-3,1 % après -2,2 %). L'investissement des entreprises non financières se tasse également (-0,9 % après +0,1 %) et celui des entreprises financières est quasi stable (-0,4 %) après avoir été très dynamique en 2012 (+13,6 %). Enfin, l'investissement des administrations publiques continue de croître, mais moins rapidement qu'en 2012 (+1,0 % après +1,6 %). Les décisions des entreprises influent également sur l'activité *via* leur comportement de stockage : en 2013, les stocks contribuent encore négativement à la croissance du PIB (-0,2 point après -0,6 point).

Enfin, en 2013, le solde du commerce extérieur s'améliore. Les importations se redressent (+1,7 % après -1,3 %) et les exportations sont également plus dynamiques (+2,2 % après +1,1 %). Au total, le commerce extérieur contribue positivement à l'activité, à hauteur de +0,1 point de PIB, après +0,7 point en 2012.

En 2013, le déficit public au sens de Maastricht s'établit à 4,2 % du PIB. En part de PIB, les recettes publiques augmentent de 1,1 point et les dépenses de 0,5 point. Le déficit se réduit surtout pour les administrations publiques centrales et, dans une moindre mesure, pour les organismes de sécurité sociale ; il s'accroît en revanche pour les administrations publiques locales. Le poids de la dette publique dans le PIB progresse de 3,1 points pour atteindre 91,8 %. ■

## Définitions

**Évolutions en volume aux prix de l'année précédente** : dans les comptes nationaux, les grandeurs exprimées en volume (c'est-à-dire corrigées de l'évolution générale des prix) sont publiées aux prix de l'année précédente chaînés. Ainsi, le poids de chaque composante élémentaire est réestimé chaque année. Le chaînage permet de prendre en compte la déformation de structure de l'économie (prix relatifs, poids des différents produits dans la consommation, etc.), ce qui est souhaitable en particulier dans le cas de séries longues ou de composantes connaissant une évolution rapide (matériel électronique par exemple).

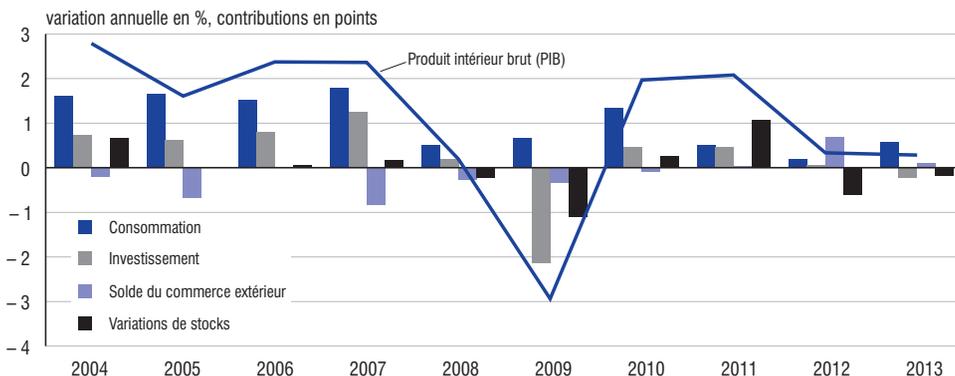
## Avertissement

Les comptes présentés ici intègrent le changement de base des comptes nationaux, passés du système européen de comptes (SEC) 1995 au SEC 2010 (voir [www.insee.fr/fr/indicateurs/cnat\\_annu/base-2010.pdf](http://www.insee.fr/fr/indicateurs/cnat_annu/base-2010.pdf))

## Pour en savoir plus

- « Les comptes de la Nation en 2013 - Le PIB croît légèrement, le pouvoir d'achat se stabilise », *Insee Première* n° 1499, mai 2014.
- « Les comptes des administrations publiques en 2013 - Le déficit se réduit pour la quatrième année consécutive », *Insee Première* n° 1500, mai 2014.
- *L'Économie française - Comptes et dossiers*, coll. « Insee Références », édition 2014.
- Voir aussi : *fiches 4.1 et 4.6.*

## 1. Contributions à l'évolution du PIB en volume



Champ : France.

Lecture : en 2013, la consommation contribue pour + 0,6 point à l'évolution du PIB.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2010.

## 2. Le PIB et les opérations sur biens et services

	Évolution en volume aux prix de l'année précédente (en %)			2013		
	2011	2012	2013	Prix, évolution depuis 2012 (en %)	Valeur (en milliards d'euros)	Contribution à la croissance du PIB en volume (en point de %)
<b>Produit intérieur brut (PIB)</b>	<b>2,1</b>	<b>0,3</b>	<b>0,3</b>	<b>0,8</b>	<b>2 113,7</b>	<b>0,3</b>
Importations	6,3	-1,3	1,7	-1,6	629,1	-0,5
<b>Total des emplois finals</b>	<b>3,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,6</b>	<b>0,2</b>	<b>2 742,8</b>	<b>0,8</b>
Consommation effective des ménages	0,7	0,1	0,6	0,6	1 498,4	0,4
<i>dont : dépenses de consommation :</i>						
<i>des ménages<sup>1</sup></i>	0,4	-0,5	0,2	0,6	1 126,4	0,1
<i>individualisable des administrations publiques<sup>1</sup></i>	1,4	1,8	2,1	0,4	328,6	0,3
<i>Consommation collective des administrations publiques</i>	0,4	1,5	1,6	0,6	181,3	0,1
Formation brute de capital fixe (investissement)	2,1	0,3	-1,0	0,4	466,9	-0,2
<i>dont : entreprises non financières</i>	3,9	0,1	-0,9	0,5	251,2	-0,1
<i>ménages</i>	1,0	-2,2	-3,1	0,2	107,9	-0,2
<i>administrations publiques</i>	-4,4	1,6	1,0	0,4	85,6	0,0
Variations de stocks (en contribution au PIB) <sup>2</sup>	1,1	-0,6	-0,2	///	-1,7	-0,2
Exportations	6,9	1,1	2,2	-0,4	597,8	0,6

1. La dépense de consommation des ménages correspond aux dépenses que les ménages supportent directement. La dépense de consommation individualisable des administrations publiques est celle dont les bénéficiaires peuvent être précisément définis. Elle correspond à des prestations en nature (biens ou services) dont bénéficient les ménages (dépenses pour l'éducation et pour la santé par exemple).

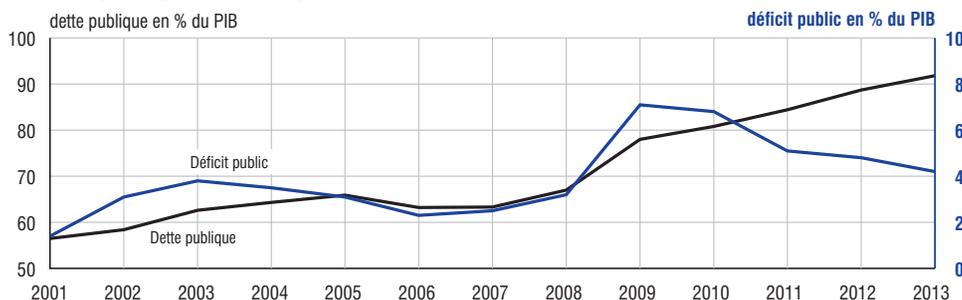
2. Les variations de stocks sont y compris « acquisitions moins cessions d'objets de valeurs ».

Champ : France.

Lecture : en 2013, l'investissement contribue à hauteur de -0,2 point à la croissance du PIB.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2010.

## 3. Dette publique et déficit public



Champ : France.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2010.

## 1.2 Opinion des ménages sur la situation économique

L'opinion des ménages concernant leur environnement économique est appréhendée à travers l'enquête de conjoncture auprès des ménages, réalisée mensuellement par l'Insee depuis 1987. Les ménages livrent leur perception sur l'environnement économique en France, leur situation économique personnelle ainsi que leurs anticipations en matière de consommation et d'épargne. Ces informations fournies en termes qualitatifs (amélioration, stabilité, détérioration) sont retracées dans des **soldes d'opinion**. Ceux-ci permettent de mesurer les phénomènes conjoncturels tels qu'ils sont perçus par les ménages. Des enquêtes similaires sont effectuées dans tous les pays de l'Union européenne.

L'**indicateur synthétique de confiance des ménages** rend compte de l'information commune apportée par ces soldes. Après des valeurs historiquement basses lors du regain d'inflation de 2008, il s'est redressé pour une courte embellie : début 2010, il avait un niveau à peine supérieur aux valeurs planchers antérieures à 2008. Malgré quelques périodes plus favorables, la confiance des ménages s'est à nouveau dégradée et a rejoint son minimum historique en juin 2013. Elle a légèrement rebondi depuis et s'est stabilisée à un niveau bas.

### Définitions

**Solde d'opinion** : pour chaque question posée, un solde d'opinion est calculé par différence entre les pourcentages de réponses positives et négatives. Le niveau de ces soldes n'étant pas directement interprétable, les commentaires s'appuient sur leurs évolutions ou leur niveau comparé à la moyenne de long terme.

**Indicateur synthétique** : l'indicateur phare de cette enquête a été modifié en janvier 2011 et la série a été réétalonnée. Cet indicateur synthétique est une moyenne pondérée des soldes d'opinion de huit questions posées aux ménages sur le niveau de vie en France, passé et futur, leur situation financière, passée et future, leur capacité d'épargne présente et future, l'emploi futur, et sur l'opportunité d'effectuer des achats importants. Calculé par analyse factorielle, l'indicateur synthétique permet d'extraire la tendance commune à l'ensemble des soldes de réponse de l'enquête.

**Évolution passée et perspectives d'évolution des prix** : les questions posées aux ménages sont :

– pour l'évolution passée : « Trouvez-vous que, au cours des douze derniers mois, les prix ont fortement augmenté / modérément augmenté / un peu augmenté / stagné / diminué ? » ;

– pour les perspectives d'évolution : « Par rapport aux douze prochains mois ? La hausse va être plus rapide / se poursuivre au même rythme / être moins rapide / les prix vont rester stationnaires / les prix vont diminuer ? ».

L'indicateur est la différence, en points de pourcentage, entre la première et les trois dernières réponses. Ainsi, une hausse de l'indicateur traduit une anticipation par les ménages d'une montée de l'inflation.

**Perspectives d'évolution du chômage** : la question posée aux ménages est : « Pensez-vous que, dans les douze prochains mois, le nombre de chômeurs va : fortement augmenter / un peu augmenter / rester stationnaire / un peu diminuer / fortement diminuer ? ». L'indicateur est le solde entre les deux premières et les deux dernières réponses. Une hausse de cet indicateur est donc signe que les ménages anticipent une montée du chômage.

### Pour en savoir plus

- « Enquête mensuelle de conjoncture auprès des ménages - mai 2014 », *Informations Rapides* n° 121, série « Principaux indicateurs », Insee, mai 2014 (et note méthodologique associée).

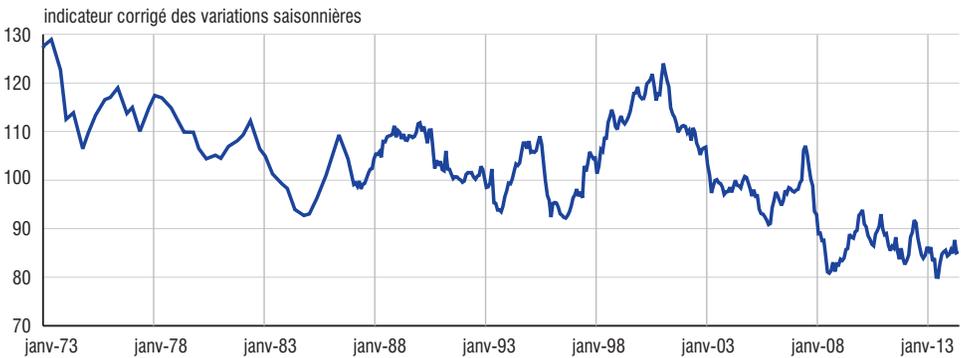
Depuis le pic atteint en avril 2011, le solde d'opinion sur l'**évolution passée des prix** a décliné quasi continuellement et est passé en juillet 2012 sous sa moyenne depuis le passage à l'euro. Le solde d'opinion sur les **perspectives d'évolution des prix** s'est quant à lui stabilisé au-dessus de sa moyenne depuis le passage à l'euro.

Après avoir reculé début 2011 pour s'établir au niveau de sa moyenne de long terme, les craintes des Français face au **chômage** ont fortement augmenté pour atteindre en juin 2013 un niveau proche de celui atteint au plus fort de la crise, début 2009. Ces craintes se sont modérées depuis l'été 2013 mais restent très élevées en mai 2014.

L'opinion des ménages sur les variables macroéconomiques comme le chômage ou les prix ne diffère pas significativement entre les ménages aisés et les ménages modestes. En revanche, sur les questions personnelles comme la capacité d'épargne ou la situation financière du ménage, des différences d'appréciation apparaissent. Par exemple, les ménages ayant un revenu appartenant au plus haut quartile de revenus ont, de façon structurelle, une vision plus optimiste de l'évolution passée de leur situation financière personnelle. Néanmoins, les variations conjoncturelles de ces soldes d'opinion sont généralement de même sens, quelle que soit la catégorie de ménages. ■

# Opinion des ménages sur la situation économique 1.2

## 1. Indicateur synthétique de confiance des ménages

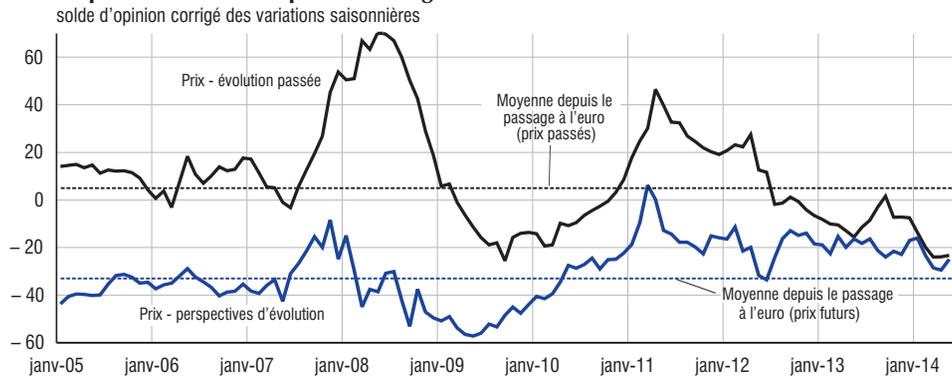


Champ : France métropolitaine.

Lecture : après une courte embellie après la crise de 2008 suivie d'une nouvelle dégradation au moment de la crise grecque, la confiance des ménages se stabilise autour d'un niveau bas.

Source : Insee, enquête de conjoncture auprès des ménages.

## 2. Perception de l'inflation par les ménages



Champ : France métropolitaine.

Lecture : depuis le printemps 2011, les ménages perçoivent une inflation de moins en moins élevée, en dessous de sa moyenne de long terme depuis juillet 2012 ; les anticipations d'inflation se sont quant à elles stabilisées au-dessus de leur moyenne de long terme.

Source : Insee, enquête de conjoncture auprès des ménages.

## 3. Perspectives d'évolution du chômage



Champ : France métropolitaine.

Lecture : à l'été 2013, les craintes face au chômage ont atteint des niveaux comparables à ceux atteints au plus fort de la crise début 2009. Ces craintes se sont depuis résorbées.

Source : Insee, enquête de conjoncture auprès des ménages.